

TYPHANIE AFSCHRIFT

PROFESSEURE ORDINAIRE À L'ULB



Voitures électriques et perte de recettes fiscales

Voilà que l'Etat se plaint des conséquences de sa politique. Il cherche par tous les moyens à convaincre les gens d'acheter des voitures électriques. Parmi les méthodes utilisées, il y a la réduction d'impôts liée au fait que l'électricité n'est pas soumise aux droits d'accises, qui procurent énormément d'argent à l'Etat lorsqu'ils frappent les produits pétroliers.

On voit bien que seule la fiscalité parvient à convaincre quelques personnes d'acquiescer ce type de voitures. La part des particuliers achetant une voiture électrique dans le parc automobile belge atteint à peine les 2%, et on n'arrive à un chiffre acceptable que parce que les entreprises sont pratiquement obligées, sous peine de charges fiscales abusivement lourdes, de recourir à ces véhicules comme voitures de société. On peut déjà dire que, à ce stade en tout cas, le passage à l'électrique dans les voitures est un échec.



On finira bien par trouver une solution pour taxer aussi lourdement l'énergie électrique utilisée par les voitures que l'énergie fossile.

Et finalement, il est très heureux pour l'Etat que ce soit un échec puisqu'on apprend qu'il "perd" de l'argent pour chaque voiture électrique qui roule. On voit ainsi dans la presse des curieuses expressions comme celle de "manque à gagner pour l'Etat" parce qu'il perçoit moins d'impôt à cause de sa propre politique en la matière. Comme s'il s'agissait de quelque chose d'imprévu...

On remarquera au passage le biais quasiment systématique dans la presse lorsqu'elle parle des recettes de l'Etat. Quand l'Etat impose plus, on paraît s'en réjouir; lorsqu'il perçoit moins, on semble en être triste. Pourtant, le paiement des impôts ne produit aucune richesse: il s'agit

d'un simple transfert de la poche des contribuables dans le trou sans fond que constituent les finances publiques. Et d'ailleurs, comment l'Etat pourrait-il avoir un "manque à gagner"? L'Etat ne "gagne" rien, il prend.

C'est donc un choix idéologique implicite de déplorer la réduction des recettes. On pourrait tout aussi se réjouir du fait que les contribuables paient moins. Déjà, on songe à "compenser" cette "perte" dans le budget de l'Etat, en instaurant sans doute une autre taxe, par exemple une "taxe kilométrique".

C'est un réflexe de drogué: on a besoin de recettes et on n'est en réalité capable de réagir qu'en demandant une nouvelle dose de recettes, par exemple en restaurant une "taxe kilométrique". Jamais, il ne s'agit de réduire les dépenses. Mais taxer les kilomètres consisterait à ruiner la politique du "tout à l'électrique", si tous les kilomètres sont taxés de la même manière, qu'il s'agisse d'une voiture à essence, à diesel ou électrique.

A moyen terme, lorsqu'on se sera débrouillé, probablement de manière autoritaire, pour obliger les gens à acheter des voitures électriques, il est clair que l'avantage fiscal dont elles disposent encore aujourd'hui aura disparu. On voit déjà la Région bruxelloise, particulièrement inventive lorsqu'il s'agit de taxer, envisager un impôt sur les bornes de chargement. On finira bien par trouver une solution pour taxer aussi lourdement l'énergie électrique utilisée par les voitures que l'énergie fossile. Pour se permettre cela, l'Etat doit seulement arriver à empêcher les conducteurs d'avoir encore le choix.

Tant pis si c'est moins pratique, tant pis si l'industrie européenne décline encore plus fort, puisqu'aujourd'hui la Chine produit trois fois plus de voitures que les Etats-Unis et cinq fois plus que l'Europe. Et que les cinq premiers producteurs mondiaux de véhicules après la Chine, sont les Etats-Unis, la Corée, le Japon et l'Inde. Rien n'arrêtera décidément la politique de destruction de l'économie européenne. **1**